



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

28 mars 2025

N° 325

Prix: 25 gourdes

SOMMAIRE

EDITORIAL

VERS UN RÉVEIL POPULAIRE CONTRE LA DICTATURE DES GANGS



Mercredi 27 mars dernier, une manifestation de colère contre les gangs a secoué la zone métropolitaine de Port-au-Prince transformée en cimetière à ciel ouvert. Après Solino, Léogâne, c'est au tour des riverains de Canapé-Vert, de Débrosse, de Christ-Roi et d'autres quartiers avoisinants d'exprimer leur ras le bol.

Des milliers de riverains, en majorité des jeunes, ont gagné les rues, révoltés face à la barbarie quotidienne des gangs et à l'inaction des autorités qui se gavent pendant que le peuple crève et tombe sous les balles assassines des bandits. Parti du quartier de Débrosse, le cortège a emprunté plusieurs axes de la ville, notamment Canapé-Vert et Bourdon, paralysant brièvement la circulation. En chemin, les manifestants ont été rejoints par des riverains de plusieurs quartiers populaires, mais aussi par des déplacés venus de camps de fortune.

Pancartes à la main, slogans criés à pleine gorge, la rue a tremblé sous la colère populaire. Les manifestants ont dénoncé avec force la terreur imposée par les bandes armées et ont indexé le CPT, le Premier ministre ainsi que le DG de la Police qui travaillent de connivence avec les gangs au lieu de chercher à les démanteler, dénonçaient-ils.

Mais fidèle à son rôle de protectrice de l'ordre des possédants, la Police nationale d'Haïti a choisi, encore une fois, la répression en lançant des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, déclenchant panique et bousculades.

Cette mobilisation ne vient pas de nulle part. Des habitants de Solino, chassés de leurs maisons, ont déjà organisé deux manifestations avec blocage des principales artères menant vers Pétiyon-Ville, manifestant leur détermination à regagner leur quartier. À Léogâne, les riverains se sont mis debout comme un seul homme pour contrer une offensive des bandits de Viv Ansanm visant à prendre le contrôle de cette ville.

Plusieurs dizaines de ces assaillants auraient été mis hors d'état de nuire.

Les habitants de Canapé-Vert, à l'origine de Bwa kale, sont mobilisés depuis plus d'un an pour empêcher des représailles des gangs. De quartier en quartier, la colère grandit. Ces mobilisations, bien que peu médiatisées, révèlent un possible tournant : un réveil collectif qui, s'il se généralise, pourrait bien déboucher sur un déchouquage, un soulèvement populaire pour mettre hors d'état de nuire la fédération criminelle des gangs de Viv Ansanm et leurs commanditaires au pouvoir et dans le secteur privé.

Mais pour cela, un saut qualitatif est nécessaire. Il ne suffit pas de protester un jour pour retourner dans l'indifférence le lendemain. Cette mobilisation doit aller plus loin que le Bwa kale, non seulement en intensité mais aussi en durée. Les brigades de vigilance existantes dans plusieurs quartiers populaires doivent redoubler d'efforts pour sensibiliser les riverains, pour organiser les déplacés vivant dans les camps insalubres. Ces femmes, ces hommes, ces enfants, ces familles abandonnées par l'État forment une armée silencieuse. Il ne leur manque que le moral et la conscience de leur propre force.

Et cette force est immense. Les millions de déplacés, les travailleurs au chômage, les jeunes sans avenir, les femmes seules à nourrir leur famille... tous forment ensemble un rouleau compresseur potentiel. Il suffit d'une coordination, d'un mot d'ordre clair : pas de répit tant que les gangs occupent nos quartiers et nos maisons. La vermine ne tombera que si la population décide de la balayer. ■

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- Vers un réveil populaire contre la dictature des gangs !

Leur Société

- ⇒ **Page 2**
- Répression de la manifestation des habitants du Canapé-Vert
 - Léogâne : la population reste mobilisée
 - Manifestation des habitants de Seguin
 - Fermeture forcée des écoles de la capitale
- ⇒ **Page 3**
- Les frappes de drones de la police contre les bandits
 - Le gouvernement se recroqueville
 - Journée de terreur dans la capitale

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- Hansae # 1 : les ouvriers ont relevé leur tête
- ⇒ **Page 4**
- Nan kèk izin ak nan kèk komin, klas travayè a ak mas pòv yo kontinye batay !

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Israël-Palestine : un terrorisme d'État boosté par Washington

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

REPRESSION DE LA MANIFESTATION DES HABITANTS DU CANAPÉ-VERT

L'Institution policière, encore à la baguette. Toujours aux ordres des cliques de politiciens qui partagent le pouvoir et des classes dominantes, l'État-Major de la Police a intimé l'ordre d'arrêter la marche des habitants du Canapé-Vert qui devait aboutir devant les locaux de la Primature et des Conseillers Présidentiels à la Villa d'accueil, le mercredi 19 mars 2025. Une situation qui contraste avec l'engagement de nombreux policiers dans leurs quartiers aux côtés de la population dans la résistance contre les gangs.

La Police n'a pas fait dans la dentelle pour disperser cette manifestation. Le bilan fait état des blessés par balles dont un a succombé des suites de ses blessures quelques instants après son arrivée à l'hôpital, et de nombreuses autres victimes suffoquées par une forte utilisation des bombes lacrymogènes par les policiers. La présence des milliers de manifestants aux abois, réclamant la sécurité, a fait trembler quelques dizaines de corrompus qui, se cramponnant au pouvoir dans quelques petites pièces exiguës, s'enrichissent des caisses de l'État tout en livrant la capitale aux gangs criminels.

La brutalité de la Police envers les manifestants de Canapé-Vert a battu en brèche la rhétorique véhiculée par la police elle-même du « mariage police-population ».

C'est un leurre, un mensonge que les politiciens et l'État-Major de la Police, inféodés aux intérêts des classes riches, utilisent pour faire baisser la garde des masses populaires. Ces dernières ont déjà chèrement payé de leur vie pour avoir fait confiance à une telle politique.

Dans un passé récent, pour accéder au pouvoir aux élections de 1990, Aristide avait demandé à ses partisans de se marier à l'Armée. Quelques mois plus tard en septembre 1991, le général Raoul Cédras, promu général en chef de l'armée par Aristide, fomentait un coup d'État militaire contre lui et perpétrait de nombreux massacres dans les quartiers populaires.

Pour celles et ceux qui se joignent aux combats des masses populaires dans les quartiers, la méfiance envers l'institution

policière doit être constante. Si la participation des policiers est souhaitable dans la défense de leurs quartiers, dans la protection des vies de leurs familles, celle-ci doit se faire sans aucune condescendance, sous la houlette d'un comité élu par l'ensemble des habitants participant à ces activités.

Pour être efficace contre les attaques des bandits, contre la répression policière, les comités de vigilance dans les quartiers doivent s'efforcer d'y faire participer chaque jour un plus grand nombre d'habitants, y compris les policiers. Dirigés par un comité élu, les débats, puis les décisions imposables à tous doivent se faire en assemblées où chacun pourra apporter sa quote-part.

Ne laissons pas aux autres la responsabilité de nous défendre, défendons-nous nous-mêmes.■

LÉOGÂNE : LA POPULATION RESTE MOBILISÉE

Les riverains des sections communales de Flon et de Lafféronay, à Léogâne, continuent de faire preuve d'une remarquable détermination face aux assauts répétés des gangs armés de la fédération « Viv Ansanm ». Grâce à leur vigilance constante et à l'organisation de brigades de défense, ils ont repoussé la dernière attaque menée dans la nuit du 6 au 7 mars 2025.

Ces deux localités, proches de Gressier déjà tombé aux mains des gangs depuis mai 2024, sont devenues des zones

stratégiques. Depuis des mois, les malfrats tentent d'étendre leur territoire vers Léogâne. Fin février, une première offensive a été stoppée net par la population. Face à cette menace persistante, des habitants d'autres quartiers de Léogâne se sont solidarisés avec ceux de Flon et Lafféronay, rejoignant quotidiennement leur mobilisation.

Mais cette résistance populaire ne plaît pas à certains politiciens locaux, qui, cherchant à récupérer le mouvement ou à protéger leurs propres intérêts, appellent hypocritement au

calme. Leur attitude vise à désamorcer une mobilisation qu'ils ne contrôlent pas.

Pourtant, c'est bien cette mobilisation collective qui représente l'unique voie de salut. Cette lutte contre les gangs armés concerne tout le Grand Sud : de Petit-Goâve à Jérémie. Organisée, coordonnée, et étendue, elle est le seul rempart contre l'expansion des gangs.

C'est en s'organisant par elles-mêmes que les masses pourront arracher leur droit de vivre en sécurité et dans la dignité.■

SEGUIN: MANIFESTATION DES HABITANTS

À Seguin, section communale de Fond Jean-Noël, comme à Marigot dans le département du Sud-Est, la population s'est mobilisée contre les bandits et le laxisme des autorités de l'État.

Le mardi 18 mars les habitants de la section communale de Seguin ont manifesté pour protester contre la présence des gangs armés de « Viv ansanm » à K-Jak, le quartier qui délimite la commune de Kenscoff et celle de Marigot. Avec beaucoup de détermination, ils ont marché de Seguin à K-Jak pour demander aux autorités du gouvernement de prendre leurs responsabilités face aux assassins.

Depuis que les gangs armés ont occupé plusieurs localités de Kenscoff, la population n'a pas cessé de compter dans son sein des cadavres, des blessés, des

kidnappés. Les interventions armées avec des chars et des blindés de plusieurs unités de la Police Nationale d'Haïti n'ont pourtant pas empêché les gangs armés de contrôler d'autres localités et d'imposer leurs lois.

Les communes de Kenscoff et de Seguin comptent parmi les principales réserves de légumes d'Haïti. Depuis l'occupation de la route qui traverse ces zones par les bandits, les produits légumiers sont rares dans les marchés de Port-au-Prince. Cette route relie les départements de l'Ouest et du Sud-Est. Elle sert aussi de passage pour les voyageurs qui vont vers le grand Sud, pour éviter le transport

en bateau et la circulation sur la route de Martissant. Les malfrats ont mis un point des péages pour rançonner les passants et ils ont empêché les paysans de gérer leurs activités de culture.

La population de Seguin a raison de se mobiliser pour barrer la route à la progression des criminels qui les dépouillent de ce qu'ils possèdent et les délogent de leurs localités. Une véritable mobilisation de leur part servirait à repousser les bandits armés, à reconquérir les quartiers qu'ils contrôlent et à les mettre hors d'état de nuire.■

FERMETURE FORCÉE DES ÉCOLES DE LA CAPITALE

Les dernières exactions des gangs au centre-ville de Port-au-Prince et à Delmas ont conduit à la fermeture de nombreuses écoles dans les territoires nouvellement conquis.

Les territoires des gangs s'élargissent. Toute la capitale est sur le point de devenir « territoires perdus ». Au milieu du mois de mars, les attaques des gangs à l'Avenue Christophe, à Delmas etc., ont fait fuir les habitants et contraint tous les établissements scolaires de ces quartiers à fermer leurs portes.

À Delmas 19, Christ Roi, Delmas 32, les criminels n'ont pas chômé. La terreur qu'ils imposent quotidiennement à la population paralyse les activités dans cette partie la commune Delmas y compris les

activités scolaires.

Certaines écoles dispensent des cours en ligne pour compenser la fermeture des classes en assurant une continuité des programmes. Mais, en réalité il s'agit d'une stratégie de la part des directions pour pousser les parents à continuer à verser des frais de scolarité en dépit de la situation.

Quant au secteur public, la plupart des élèves sont jetés dans la rue depuis la grève des professeurs au début de l'année 2025.

Participant dans une émission de Radio

Caraiïbe, l'actuel ministre de l'Éducation Nationale, Antoine Augustin, n'a annoncé aucune mesure pour redresser la situation. Comme le gouvernement dont il fait partie, il est complètement dépassé.

Comme depuis les cinq dernières années, une majorité des jeunes de la capitale s'apprentent à boucler une autre année scolaire rabâchée. Les seuls gagnants sont les propriétaires des établissements scolaires qui se sont arrangés pour faire payer aux parents l'intégralité des frais scolaires, peu importe ce qu'ils ont transmis aux élèves.■

LES FRAPPES DE DRONES DE LA POLICE CONTRE LES BANDITS

Présentée comme la solution miracle contre les gangs, l'utilisation des drones kamikazes par le gouvernement n'a pas modifié le rapport de force sur le terrain. Au contraire, les gangs s'en sont servis comme booster pour accroître les actes de terreur contre la population.

Au début du mois de mars, la presse, notamment les réseaux sociaux avait rapporté le largage de plusieurs drones kamikazes dans les fiefs des bandits. Des frappes de drones ont eu lieu à bas Delmas, dans le fief du chef de gang Jimmy Chérizier, à Grand Ravine et à Village de Dieu. Pendant environ une semaine ces drones télécommandés à distance semblaient paniquer certains bandits, même les plus arrogants qui se croyaient intouchables. Une vidéo a fait le tour de réseaux sociaux montrant Izo, le chef de gang de Village de Dieu, visage ensanglanté, visé par un drone.

Certaines couches de la population avaient commencé à applaudir l'utilisation

de ces engins. Elles espéraient à travers cette offensive du gouvernement un début de répit et, pourquoi pas, la possibilité de regagner leur quartier.

Mais elles n'ont pas pris du temps pour constater par elles-mêmes la limite de ces frappes de drones. Il s'avère que l'utilisation de drones relève du tâtonnement habituel du gouvernement qui n'a aucune stratégie réelle pour combattre les gangs. Chaque fois le gouvernement chatouille le tigre sans pouvoir l'abattre et le résultat est toujours le même, le tigre devient plus féroce.

En effet, les gangs se sont montrés plus déterminés à combattre la population, à

envahir ce qui restait de la zone métropolitaine. Leurs violences semblent décupler après l'explosion des drones kamikazes dans leurs fiefs. Loin de reculer, les gangs gagnent encore plus de territoires, mettent des policiers en déroute dans plusieurs zones, à Kenscoff, à Petite Rivière de l'Artibonite. Ils ont pris le contrôle de Chemins des Dalles, de la rue Capois, et de l'Avenue N etc., provoquant la fermeture des écoles.

Les dirigeants n'ont ni volonté, ni la capacité de combattre les gangs et les mettre hors état de nuire. Mais ils veulent faire croire le contraire à la population pour mieux la contrôler dans le but de freiner les initiatives populaires.■

LE GOUVERNEMENT SE RECROQUEVILLE

Comme un ballon d'essai lâché sur les réseaux sociaux, l'idée de déplacer le siège du gouvernement vers une ville de province anime les débats depuis un certain temps. Cette perspective prend corps à mesure que les gangs multiplient les attaques meurtrières pour conquérir les derniers espaces libres contrôlés par le gouvernement.

Au bas du centre-ville de la capitale, les responsables des rares bâtiments qui logeaient certaines administrations publiques vident les lieux en catimini pour échapper à la fureur des gangs. C'est le cas pour la Cour des comptes, la Direction Générale des Impôts, les ministères de la Défense, de l'Intérieur, du Tourisme et de la Culture. Les bureaux de la quasi-totalité de l'administration publique se trouvent aujourd'hui coincés dans quelques shelters et des maisons privées aménagées en bureaux à Pétiou-Ville, dans le haut Delmas et dans certains hôtels.

Une action vaut mieux que mille

mots, dit-on. Ce remue-ménage des responsables du gouvernement fait dire à quelques-uns, « si le gouvernement ne peut même pas assurer la sécurité des bâtiments de l'administration publique, qu'en est-il des maisonnettes des travailleurs, des masses populaires ? » Les discours des dirigeants sur leur volonté de sécuriser la ville sont du pipi de chat, pensent beaucoup de travailleurs. Et à force de courir devant les bandits, il n'y aura bientôt plus d'endroits où se cacher dans la capitale. D'où l'idée de déménager le gouvernement vers une ville de province.

Le chef-lieu du département du Nord, le Cap-Haïtien et celui du Sud du pays, la ville

des Cayes sont favorisés pour damer le pion à la capitale. Ce ne sera pas une première dans l'histoire d'Haïti. Peu après l'indépendance d'Haïti en 1806, en proie à des luttes d'influence entre généraux de l'Armée, le pays était divisé en trois, voire quatre républiques.

Mais les corrompus du gouvernement n'auront même pas le temps de déposer leurs valises qu'ils seront obligés de décamper à nouveau car ces deux villes sont déjà dans les lignes de mire des gangs. D'autant plus dans les environs de la ville du Cap-Haïtien, des cellules dormantes de gangsters existent déjà et n'attendent qu'un moment propice pour se réveiller puis se multiplier.■

JOURNÉE DE TERREUR DANS LA CAPITALE

5 morts par balles dont un chauffeur d'autobus tué au volant de son camion, environ une vingtaine de blessés transportés à l'hôpital, tel est le bilan d'une journée de terreur orchestrée par les gangs criminels dans les quartiers de Delmas 19, 30, 31 et 32

le lundi 24 mars.

Perchés depuis les toits des maisons qu'ils ont récupérées, les malfrats ont pris pour cibles des travailleurs, des chômeurs qui avaient pris le chemin tôt dans l'espoir de trouver leur gagne-pain.

Cet acte de terreur s'inscrit dans le contexte d'utilisation des drones kamikazes par le gouvernement pour les combattre. Les drones semblent donner un coup d'accélérateur aux gangs au lieu de les arrêter. ■

DANS LES ENTREPRISES

HANSAE : LES OUVRIERS ONT RELEVÉ LEUR TÊTE

Le lundi 10 mars dernier, les ouvriers de l'usine HANSAE au parc Sonapi ont observé une journée d'arrêt de travail pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail.

Logées autrefois dans 3 bâtiments au niveau du parc Sonapi avec près de 5000 ouvriers, les activités de sous-traitance du groupe HANSAE sont, aujourd'hui, réduites à peau de chagrin avec seulement un petit groupe de 300 ouvriers sur lesquels la direction entend, semble-t-il, dégager les mêmes dividendes qu'autrefois. Pour cela, elle soumet les ouvriers à des cadences de travail astreignantes et des quotas de travail qui ont doublé par rapport à ceux que cette même direction exigeait il y a 6 mois.

Eu égard aux difficultés pour trouver un boulot, les ouvriers ont serré les dents pour s'accrocher. En groupe, ils ont décidé de commencer le boulot avec 30 minutes d'avance le matin. En milieu de journée, ils sacrifient une partie de leur pause. Avec une

poussée d'adrénaline, les réflexes de satisfaire leurs besoins naturels sont inhibés. On en veut pour preuve la longue queue qui se forme devant les toilettes au coup de sifflet de la pause et à la fin de la journée de travail. Mais au moment de la paye, leur salaire ne dépassait pas le strict minimum sur lequel la direction prélève près de 20% sous forme de taxes.

Nous n'en pouvons plus, se plaignent-ils. Malgré tous les efforts que nous consentons, nous gagnons aujourd'hui deux fois moins par rapport à il y a 6 mois avant. C'est environ 5000 gourdes, (35,6 dollars), à la quinzaine, soit 500 gourdes, 3,56 dollars, par jour. Qu'est-ce qu'une mère ou un père de famille peut faire avec un tel salaire, se demandent-ils ?

Pas grand-chose, s'empressent-ils de

répondre eux-mêmes. Le plat de riz arrosé que leur propose la petite marchande sur la cour de l'usine coûte 400 gourdes, un soda 100 gourdes. Pensant au reste de la famille, ils se contentent d'un morceau de pain avec de l'eau sucrée et autres astuces pour tromper leur faim. Mais au final, ils ne s'alimentent pas, ils meurent à petit feu.

Pendant l'arrêt de travail, ils ont réclamé la réduction de 50% du quota exigé et d'autres améliorations dans leurs conditions de travail. Après plusieurs heures de discussions, la direction a fait de petites avancées qu'ils ont jugées insuffisantes. Finalement ils ont repris le boulot avec l'espoir qu'ils auront une réponse globale sur la base des discussions qui auront lieu avec les actionnaires de l'usine qui vivent à l'étranger.■

PAWÒL TRAVAYÈ

Nan kèk izin ak nan kèk komin, klas travayè a ak mas pòv yo kontinye batay !

Travayè nan izin Hansae nan Pak Sonapi te kanpe travay pandan yon jounen, jou lendi 10 mas 2025 la. Revandikasyon yo se te : bon kondisyon travay, pou direksyon an sispann fè yon ti ponyen ouvriye fè travay plizyè santèn alòske salè a vin pi piti. Devan detèminasyon ouvriye yo pou yo te jwenn satisfaksyon, responsab yo nan direksyon te fè bak e yo bay dat pou kòmanse ekzekite desizyon ki pran yo.

Madi 18 mas ki sot pase a, abitan nan seksyon kominal Segen komin Marigo, depatman Sidès te pran beton an pou manifeste kòlè yo kont ensekirite kriminel nan « Viv asanm » yo tabli nan peyi a. Nan demen mèkredi, plizyè milye manifèstan nan kanapevè ak plizyè lòt katye nan zòn nan te pran lari, kont bandi san fwa ni lwa ki vle depafini ak lavi yo. Tout manifestasyon sa yo te fèt nan lide pou denonse Leta ki livre kapital la bay gang, epi montre yo detèminasyon yo pou defann tèt yo pou frennen nan zak kriminel bandi ak zam yo

Lapolis pat pran tan kraze manifestasyon abitan yo Kanapevè yo ak kout zam e gaz lakrimojèn. Plizyè abitan pran bal, gen yonn nan yo ki mouri san konte anpil lòt ki endispoze ak gaz lakrimojèn. Alòske gouvènman an toujou ap mande popilasyon an pou kolabore ak lapolis nan batay kont gang yo. Pawòl tafya ! Mas popilè yo wè se fim kap jwe, yo leve kanpe. Represyon se sèl repons lapolis toujou bay popilasyon an ki ankòlè. Malgre sa, popilasyon an te aji ak anpil detèminasyon, yo pat pran nan kraponay.

Nan vil Leyogàn, popilasyon an pa janm kite yon jou pase pou yo pa desann pote solidarite yo bay moun Lafewone pou kwape gang yo. Viktwa yo, se ap rezilta detèminasyon yo ak konbativite yon popilasyon ki nan batay.

Batay klas travayè yo dwe marye ak batay tout mas popilè yo nan tout kwen nan kapital la, nan tout izin yo, nan tout peyi a, batay sa yo dwe pran jarèt chak jou pou tounen yon batay jeneral mas popilè yo tout ansanm kont eksplwatasyon ak diktati gang yo. Se sèl konsa yap bay tèt yo yon chans pou yo jwenn amelyorasyon nan kondisyon travay yo e libere tèt yo anba grif asasen viv ansanm yo.

OTR-UCI, vendredi 28 mas 2025

An nou konte sou fòs nou !

DANS L'INTERNATIONAL

ISRAËL-PALESTINE : UN TERRORISME D'ÉTAT BOOSTÉ PAR WASHINGTON

Les bombes israéliennes continuent de pleuvoir sur Gaza. En quelques mois, plus de 40 000 Palestiniens ont été tués, en majorité des femmes, des enfants, des civils. Le monde entier est témoin de ce massacre quotidien. À Rafah, ville du sud de la bande de Gaza, censée être une zone de refuge, l'armée israélienne poursuit ses frappes, détruit les infrastructures et décime des familles entières. Pour beaucoup de commentateurs, il ne s'agit plus seulement d'une guerre mais d'un génocide en cours.

Et dans cette horreur, les États-Unis jouent un rôle de premier plan en offrant des armes et une couverture diplomatique et politique totale à Netanyahu et à son gouvernement d'extrême droite. Biden, tout comme Trump avant lui, défend ce qu'ils appellent le "droit d'Israël à se défendre", une formule hypocrite pour justifier l'indéfendable : le bombardement de camps de réfugiés, d'hôpitaux, d'écoles, et la destruction de toute possibilité de vie en Palestine.

Trump, en campagne pour reprendre la Maison-Blanche, ne fait pas mystère de son alignement sur les faucons israéliens. Il a déclaré récemment que « jamais les États-Unis n'abandonneront Israël, et que le Hamas mérite l'annihilation totale ». Le ton est donné. Sous sa première présidence, il avait transféré l'ambassade américaine à Jérusalem, reconnu la souveraineté israélienne sur le Golan, et mis fin à toute aide aux institutions palestiniennes. Si Trump dit vouloir "mettre fin à la guerre en Ukraine" pour se poser en artisan de paix, il

joue en réalité le rôle d'un pyromane au Proche-Orient.

En vérité, Biden et Trump ne sont pas si différents. L'un comme l'autre servent les intérêts de l'impérialisme américain. Leur divergence ne porte pas sur le fond mais sur les modalités d'intervention. Les deux partis dominants aux États-Unis, démocrates comme républicains, soutiennent Israël dans son entreprise de colonisation et de nettoyage ethnique. Leurs protestations timides sur les "excès" israéliens ne sont que de la poudre aux yeux. Pendant ce temps, les livraisons de bombes se poursuivent, les vetos au Conseil de sécurité se multiplient, et la machine de guerre sioniste s'intensifie.

Mais parallèlement la colère grandit. Aux États-Unis, des milliers de manifestants pro-palestiniens descendent dans les rues, parfois violemment réprimés. En Europe, les mobilisations s'intensifient. Dans les pays arabes, la population est révoltée contre ses propres gouvernements complices ou silencieux. Ce soulèvement populaire, s'il

s'organise et se coordonne, pourrait remettre en cause l'ordre impérialiste qui saigne le Proche-Orient depuis des décennies.

Car ce que montre la situation en Palestine, c'est l'impasse totale du nationalisme, du militarisme et des arrangements diplomatiques hypocrites. Il n'y aura ni paix durable, ni justice possible, tant que ce système impérialiste subsistera.

La seule manière d'obtenir la paix, c'est de préparer la révolution. Une révolution internationale des travailleurs et des opprimés, qui seuls, pourront mettre fin à ce règne de barbarie, de pillage et de mensonges. ■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.